**Gouvernance environnementale et sécurité alimentaire au Sud-Kivu : Théories et Pratiques**

*Par Joachim Ruhamya Mugenzi, ISDR-Bukavu*

Résumé

L’agriculture, par essence, est l’activité économique la plus liée à l’environnement. La RDC, et le Sud-Kivu en particulier ne déroge pas à cette logique. En 2002, le sommet de Johannesburg mettait déjà un accent particulier sur l’impérieuse nécessité d’associer tous les porteurs d’enjeux.

Au Sud-Kivu, la croissance démographique (3,3%, l’an) avec ses corollaires (besoin en terres, bois, construction) ont détruit les écosystèmes de Kahuzi-Biega, d’Itombwe, de Nyamusisi, de Businga et Muhwijangala. Actuellement, elle serait en train de nourrir près de 5.100.355 âmes. En 2025, elle nourrira près de 7.641.000 habitants. 60% de sa population vivent en milieu rural et ont comme activité principale l’agriculture mais 90% ont moins de 3 repas par jour. 20% peuvent prétendre être servis en énergie électrique et 47,2% en eau. A Katana, par exemple, les ménages possédant moins de 50 ares représentent 25% et leurs exploitations couvrent, en moyenne, 23 ares.

Ntambuka, Kabare, Buhavu, Ngweshe, n’arrivent plus à se nourrir et donc, ne peuvent plus nourrir Bukavu. Les problèmes de pâturages, de terres arables, de variétés culturales résistantes aux maladies, de mécanisation agricole, de reforestation, de reboisement et de tarissement de sources d’eau se posent avec acuité. Cette étude en a identifié 53 sources dans 5 ETDs.

Somme toute, les politiques publiques environnementale, agricole et alimentaire devraient être liées, intégrées, décentralisées et les plans locaux de développement y découlant, devraient à leur tour, être contextualisés et territorialisés.